

## Indécente dramatisation de la question des retraites

Jean-François Couvrat, 17 février 2010

La question des retraites donne lieu à une dramatisation indécente, hors de propos dans notre pays. On nous rebat les oreilles avec un « choc démographique » qui a la puissance d'une pichenette. Car si le vieillissement de la population est bien réel, ses effets sur les finances publiques seront de très faible ampleur. Rien qui ne puisse être très aisément financé. Cette plaisante perspective est même une des caractéristiques de la France, lorsqu'on la compare au reste de l'Europe. Le gouvernement devrait se retenir de faire peur et cesser d'évoquer des chiffres dénués de pertinence. « *Si nous ne faisons rien, il manquera 100 milliards d'euro à l'horizon 2050* », affirme ainsi François Fillon, qui ferait mieux de se taire.

Un groupe de travail international, mis en place par la Commission européenne (1), a calculé les effets du vieillissement sur les finances publiques de chaque pays de l'Union, à l'horizon 2060. Surcoût des pensions de retraite elles-mêmes, mais aussi alourdissement des dépenses de santé, coût de la dépendance d'un nombre croissant de personnes âgées, effets probables sur le chômage, enfin, effet de la démographie sur les dépenses d'éducation : rien n'a été oublié.

Et tout compte fait, la situation de la France est plutôt enviable. En témoignent les deux graphes ci-contre. De 2007 à 2020, le vieillissement se traduirait en tout par un surcoût de dépenses publiques de 2,7 points de PIB, et se stabiliserait ensuite jusqu'en 2060. Notons que cette perspective n'est due à aucune économie sur les dépenses d'éducation.

